

# Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti : La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste ; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

Correspondance :  
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris  
B.P. 266 - 13211 Marseille Cédex 1  
Versements :  
Chèque bancaire ou  
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :  
1 an : 15 F (150 FB)  
6 mois : 8 F (80 FB)  
pli fermé : 34 F et 18 F  
« programme communiste »  
1 an : 20 F (200 FB)

12<sup>e</sup> ANNEE - N° 182  
LE NUMERO : 1 FF  
10 FB ; 0,80 FS  
21 oct. au 3 nov. 1974

## PORTUGAL

### Après les ivresses de la « seconde révolution »

« Contrairement aux révolutions bourgeoises du XVIII<sup>e</sup> siècle, écrivait Marx en évoquant le cycle historique qui de février 1848 avait mené à décembre 1851, les révolutions prolétariennes se critiquent elles-mêmes constamment, interrompent à chaque instant leur propre cours, reviennent sur ce qui semble déjà être accompli pour le recommencer à nouveau, raillent impitoyablement les hésitations, les faiblesses et les misères de leurs premières tentatives, paraissent n'abattre leur adversaire que pour lui permettre de puiser de nouvelles forces de la terre et se redresser à nouveau formidable en face d'elles, reculent constamment à nouveau devant l'immensité infinie de leurs propres buts, jusqu'à ce que soit créée enfin la situation qui rende impossible tout retour en arrière, et que les circonstances elles-mêmes crient :

Hic Rhodus, hic salta ! Des actes ! » (1)

Les fausses révolutions — plus encore que les « révolutions bourgeoises du XVIII<sup>e</sup> siècle » — ne se critiquent pas elles-mêmes et, même si elles le voulaient, elles ne pourraient pas le faire. Dans leur « vie éphémère » elles consomment les pauvres « feux de Bengale » qui semblent les éclairer dans un premier temps. L'« extase » qui est leur « état d'âme de chaque jour » ne fait pas place à un froid bilan des « résultats de leur période de fièvre et de tempête ». Elles continuent à brûler en ne laissant que des tas de cendres le long de leur chemin. Leurs fantômes — qu'il s'agisse d'hommes ou de programmes — ne prennent pas corps ; ils continuent à errer, de plus en plus immatériels, dans le ciel de la « fraternité universelle ». Non seulement leur chanson ne change pas mais elle répète jusqu'à la nausée le refrain initial. Leur horizon semble s'élargir alors qu'en réalité il se rétrécit inexorablement. Leur adversaire peut se redresser à nouveau plus formidable en face d'elles : elles ne tirent aucune leçon du fait qu'il reparaisse. Non seulement elles ne se rendent pas compte que tout retour en arrière est rendu impossible, mais elles font elles-mêmes un retour en arrière et s'en félicitent. Non seulement elles n'entendent pas la voix des circonstances qui exigent le « saut » mais même si elles l'entendaient elles en concluraient que ce n'est pas le moment de passer aux actes.

La « révolution du 25 avril » au Portugal appartient à ce

type de fausses révolutions. Ce n'est pas une de ces « révolutions bourgeoises du XVIII<sup>e</sup> siècle [qui] se précipitent rapidement de succès en succès », mais une de ces « révolutions » du XX<sup>e</sup> siècle qui ne connaissent même pas la tempête et passent comme un coup de vent sur un champ de chaumes dont les tiges intactes se redressent tout de suite après son passage. Dirigée par l'armée — une armée non pas conquise à la base par le peuple comme dans les révolutions bourgeoises dignes de ce nom, et encore moins par le prolétariat comme dans les révolutions qui ne sont plus (ou ne sont qu'à moitié) bourgeoises, mais une armée « magnanime » dans ses sphères élevées et intermédiaires au point de tendre le rameau d'olivier de la « fraternité » au peuple et aux prolétaires — cette « révolution » était célébrée du haut de toutes les chaires par les prêtres et les patrons, les intellectuels chrétiens radicaux et les propriétaires fonciers responsables. « Ordre ! » criait Spinoza, « unité ! » répondaient les représentants auto-élus de toutes les couches sociales, pendant que dans les églises les orgues entonnaient le *Te Deum*. Traduit en termes sociaux, tout cela signifiait « revendications de salaires responsables », grèves annulées avant même d'avoir été déclenchées, lutte contre les « gauchistes qui font le jeu de la réaction ». Traduit en termes politiques, cela voulait dire union entre les classes et harmonie entre les partis qui incarnent les classes.

L'histoire prouve que quand le peuple, et à plus forte raison le prolétariat, craignent de « faire

le jeu de la réaction » même en n'avançant que des revendica-

#### DANS CE NUMERO :

- l'Opportunisme stalinien, pilier du militarisme bourgeois
- Titan Coder-SNIAS... Défendre l'entreprise ou défendre les travailleurs ?
- Miguel Enriquez

tions modestes, la « réaction » relève aussitôt la tête. Au Portugal (suite p. 2)

## ITALIE : FRONT UNI de la BOURGEOISIE et de l'OPPORTUNISME

Tandis que l'inflation galopante dévore inexorablement les salaires ouvriers, tandis que les impôts et les tarifs publics augmentent de façon tout aussi vertigineuse, on prévoit plus d'un million de chômeurs pour la fin de l'année, sans compter le chômage partiel ni celui des jeunes en quête d'un premier emploi. Licenciements, suspensions, réductions d'horaire — anti-chambre du chômage tout court — pleuvent sur les travailleurs italiens.

La récente « bombe Fiat » (65.000 ouvriers mis en chômage partiel chez Fiat, 6.000 chez Lancia, près de 200.000 avec ceux employés par les entreprises auxiliaires) a jeté une lumière crue sur la crise de l'automobile et de la métallurgie.

Mais la crise est tout aussi grave dans le bâtiment et le textile. Dans le seul secteur du bâtiment, on prévoit 300.000 chômeurs totaux pour la fin octobre, des centaines de milliers de chômeurs partiels. Dans le textile, en plus des 6.000 ouvriers mis au chômage partiel chez Marzotto, des 1.000 de Lanerossi, des 1.500 de Tiberghien, on évalue que, depuis juillet, plus de 20.000 travailleurs des centaines de petites usines de ce secteur disséminées dans toute l'Italie travaillent un, deux, au maximum trois jours par semaine : ce ne sont que les chiffres les plus spectaculaires d'une longue série qui s'accroît tous les jours.

Face à cette offensive généralisée contre les conditions de vie de la classe ouvrière, l'unique voie indiquée par l'opportunisme est celle de la soumission des travailleurs aux

## Le « plan d'action » des syndicats ne prépare pas la riposte ouvrière

Depuis un long mois de « rentrée sociale » le patronat « découvre » qu'il n'est plus possible de redresser la balance extérieure si « les salaires continuent à ce rythme » (comme on sait, les prolétaires consomment trop) ; le gouvernement a ravalé, comme on pouvait le prévoir, ses belles promesses sur la « garantie de l'emploi » ; de leur côté les syndicats ont littéralement émasculé toute riposte, et se sont bien gardés de lancer une action générale, sous prétexte qu'il ne faut pas aller « trop vite dans la coordination des mouvements ouvriers ».

Il était donc temps de donner quelques os à ronger aux prolétaires mécontents de façon à prévenir des réactions trop brutales que risquent d'engendrer les difficultés et l'insécurité grandissantes. Aussi la CGT et la CFDT ont-elles sorti un « plan d'action syndicale » le 7 octobre (et seulement publié le 11 dans *L'Humanité*). Encore faudrait-il que le gouvernement de son côté cède quelques miettes.

Mais à qui fera-t-on croire que l'on peut riposter à l'offensive capitaliste avec des « rassemblements, prises de parole, signatures de pétitions, votes de motions » à porter en délégation au Parlement au moment du vote sur la Sécurité Sociale ? Pourrait-on nous ôter de l'idée que « l'action » du 25 octobre ne sert pas de simple soupape de sécurité quand les « arrêts de travail » ne sont prévus que « dans les entreprises et les branches touchées par les licenciements » (avec délégations au siège du CNPF) ? Comme si le chômage n'était pas un problème général par excellence et comme s'il n'exigeait pas une riposte massive de solidarité de tous les travailleurs, chômeurs ou non chômeurs ! Et qui peut-on convaincre que les prolétaires pourront réellement lutter pour leur salaire avec les « journées régionales de manifestations et d'actions » avec « arrêt de travail » (donné sans doute en prime aux plus exigeants), où tout est manigancé pour que la riposte ouvrière au lieu d'emprunter ses armes de classe, soit une fois de plus noyée dans le bras dessus - bras dessous avec le boutiquier, le psychologue, le curé et... — qui sait — le sous-officier en quête de « moral », pour aller soutenir les « interlocuteurs valables » dans leur brin de caquette avec les préfets et super-préfets, et s'ils sont là, les ministres en week-end !

La presse bourgeoise, en tout cas, ne s'y trompe pas. Séguy et Maire ont beau s'agiter, elle sait bien que « la théorie est à lutte des classes mais la pratique au réformisme », et que « la concertation a encore ses chances » : en effet, « si les objectifs sont communs, pourquoi ne pas négocier ? » (*Le Figaro* du 8-10).

Et la classe ouvrière ? Elle pourrait bien finir un jour par montrer qu'elle ne s'y trompe plus, et non sans quelque rudesse !

## RÉUNIONS PUBLIQUES

PORTUGAL, GRECE, ESPAGNE...  
LES PARTIS STALINIENS A L'ŒUVRE

- A PARIS, vendredi 25 octobre, 20 h 45  
Salle Lancry, 10, rue de Lancry  
Paris 10<sup>e</sup> (métro République)
- A LILLE, samedi 26 octobre, 20 h 30  
82, rue du Marché (Quartier Wazemmer)

(Suite page 4)

# La « seconde révolution portugaise »

(suite de la page 1)

tugal, le 28 septembre a fait suite au 25 avril : l'ordre, l'unité, la fraternité qui auraient dû empêcher tout « retour en arrière », même sur le terrain bourgeois, n'ont fait que le précipiter. Mais il est vain de demander à une fausse révolution, même bourgeoise, de se critiquer elle-même. Le nouveau président Costa Gomes, comme son prédécesseur du mois d'avril, a lancé au peuple portugais un appel « au travail, à l'ordre et à l'unité ». Ce que le Mouvement des Forces Armées, au sommet de la hiérarchie comme dans les grades intermédiaires, appelle la « deuxième révolution » n'est guère plus qu'une opération de police bien montée, orchestrée par des « capitaines » et des généraux et appuyée généreusement par les ouvriers et les paysans. La Confédération de l'Industrie portugaise lui apporte son soutien total contre « toute tentative de retour au passé » et pour « une société libre et pluraliste garantissant l'initiative privée et, avec elle, le progrès social et économique ».

C'est cette « démocratie pluraliste » que le nouveau président a célébrée dans son premier discours officiel. C'est elle aussi que le premier ministre du troisième gouvernement provisoire de la république portugaise démocratisée invoquait dans une interview accordée au journal *Le Monde* quinze jours avant le 28 septembre réactionnaire et publiée le 1er octobre. Rappelant que le programme du Mouvement des forces armées « ne comporte pas de réformes de fond ni de changements substantiels dans le système économique et social dans lequel nous vivons », le général Gonçalves déclarait que l'objectif maximum du gouvernement est [et qui n'est pas d'accord avec cet objectif, aujourd'hui ?] « la défense des intérêts des classes travailleuses et l'augmentation progressive, mais accélérée [sans accélération du ... progrès même une fausse révolution ne tient pas !] de la qualité de la vie de tous les Portugais ». C'est cette même « démocratie pluraliste » que prône, aujourd'hui comme hier, le secrétaire du PCP, ministre d'Etat depuis le 25 avril. A. Cunhal se déclare en effet partisan d'une « politique d'unité des forces démocratiques, communistes, socialistes, catholiques, et d'alliance avec le Mouvement des forces armées », celle-ci ne devant pas être considérée comme quelque chose de « conjoncturel », mais comme un fait destiné à se prolonger « après les élections pour construire un Portugal démocratique, pacifique et véritablement indépendant », où « tous les Portugais qui aspirent à vivre en liberté [et est-ce que les « réactionnaires » ne veulent pas justement vivre en liberté ?] doivent avoir la possibilité d'exprimer leurs opinions et de se donner l'organisation qu'ils veulent » (2) [et que pourraient bien vouloir d'autre les « réactionnaires » ?]. C'est au nom de cette même démocratie enfin que le gouvernement provisoire avait depuis le 25 avril jugulé les poussées de révolte des prolétaires et des couches populaires réclamant par exemple l'indépendance immédiate de l'Angola et du Mozambique (3), ouvrant ainsi la voie à l'« extrême droite » des gros industriels et des propriétaires fonciers antédiluviens.

Si les événements du Portugal avaient débuté sous le signe de l'ivresse, le second tour s'ouvre, lui, sous le signe de l'ivresse poussée jusqu'à la limite du délire et les « mesures de fermeté »

(contre l'« extrême-gauche, bien entendu, ce qui veut dire contre les ouvriers qui se révoltent de toutes façons contre le joug du capital) en seront la contre-partie quotidienne.

★

En exil à Paris quelques mois après les événements de juin 1848 Engels évoquait, en décembre, la mort dans l'âme, « l'ivresse fugitive de la lune de miel républicaine, en mars et en avril, quand les ouvriers, ces fous pleins d'espérance mettaient à la disposition de la République », avec la plus légère insouciance, « trois mois de misère » ; quand, le jour, ils se nourrissaient de pain sec et de pommes de terre et la nuit plantaient des arbres de la liberté sur les boulevards, allumaient des pétards et entonnaient la « Marseillaise » ; quand les bourgeois qui se terraient chez eux toute la journée, cherchaient à calmer la colère populaire à coup d'illuminations multicolores » (4).

En octobre 1974, au Portugal, les prolétaires et les couches populaires ont la rage au cœur et il est douteux qu'ils aient guère plus pour se nourrir que du « pain sec et des pommes de terre ». Mais — comme cela arrive quand les révolutions ne sont qu'apparences et que manquent non seulement le parti de classe détruit par la contre-révolution et remplacé par une mauvaise copie des partis bourgeois, mais même ces « idées de Blanqui », confuses et enfouies dans la mémoire, que Marx voyait surgir dans les explosions de colère des ouvriers parisiens — les bourgeois qui ne sont pas aveugles au point de ne pas soutenir avec enthousiasme l'adhésion de leur Confédération au gouvernement des militaires n'ont pas besoin de se terrer : allumées non par eux mais par les prétendus « représentants des travailleurs », les « illuminations multicolores » des jours d'ivresse éclairent le ciel de Lisbonne vingt quatre heures sur vingt quatre pendant que dans les rues les ouvriers plantent de façon idéale les arbres de la liberté, symbole de la « révolution des œillets », de la « révolution de la sympathie universelle », d'une « révolution » où les oppositions de classes n'ont « atteint que le stade de la phrase, le stade de la parole » et qui est, précisément pour cette raison, même en tant que prétendue révolution bourgeoise, incurablement mensongère.

C'est ainsi que, sous la forme d'une farce, une farce tragique, l'histoire se répète : il n'est plus question d'offrir « trois mois de misère à la République » mais de faire don librement d'un — pour commencer — « dimanche de travail volontaire » béni par l'Eglise (5) au régime de fraternité ressurgi du petit tas de cendres du pâle feu réactionnaire. Et ce dimanche célébré, comme dit l'Unità du 7-10, « dans l'allégresse », avec un « enthousiasme incomparable », a permis non seulement de nettoyer les murs de Lisbonne mais aussi de « rapporter à l'économie portugaise l'équivalent de trente milliards de liras » (et le journaliste du *Corriere della Sera* qui rapporte cette information regrette bien que rien de pareil ne se produise en Italie !). Dans cette mise à jour de « l'ivresse de la lune de miel républicaine » d'il y a cent vingt six ans, le don réaliste d'une journée de travail gratuit à la patrie démocratique « dernier modèle » a remplacé les milliers d'arbres — improductifs — de la liberté. Il y a à sans aucun doute un progrès « accéléré »...

(4) F. Engels, *Von Paris nach Bern*, in MEW, t. 5, pp. 463-480.

(5) « Les répercussions de l'appel du premier ministre sont telles, écrivait *L'Humanité* du 5-10-74, que l'évêque a solennellement dégage les croyants de l'obligation morale de respecter le « jour du Seigneur » et les a autorisés à apporter leur concours à ce dimanche pas comme les autres. »

L'ivresse va-t-elle continuer ? Non. Les antagonismes sociaux assoupis couvent derrière la façade illusoire de la fraternité entre les classes. C'est pourquoi la « révolution du 25 avril » doit maintenir, toujours plus vive, la flamme de la « sympathie universelle ». Les bourgeois « éclairés » d'Europe regardent avec confiance une armée qui a à la fois la force et le prestige populaire lui permettant d'assurer, du moins pour le moment, « le travail, l'ordre et l'unité » et qui est capable en même temps d'apprécier [...] la fonction véritable des communistes en Occident et la force d'ordre qu'ils représentent en face du gauchisme » (*Le Monde* du 3-10-74). Ils savent, ces bourgeois éclairés, que les « capitaines » portugais n'expriment rien d'autre que l'anxiété de la petite-bourgeoisie réformatrice (mais dans l'ordre).

Mais, de même que les fumées de février 1848 masquaient les fleuves de sang prolétarien de juin 1848, de même que les journées d'ivresse de la république espagnole en 1931-1932 firent bientôt place aux massacres d'ouvriers et de paysans au nom de la fraternité retrouvée entre les classes sous le signe de la démocratie, de même les dimanches de « travail volontaire » sous la bannière de l'« ordre et de l'unité » ont pour corollaire « les mesures de fermeté » contre les travailleurs qui oseraient se révolter. En l'absence du parti de classe, les forces prolétariennes

vibrantes de colère qui s'agitent dans les soubassements de la société portugaise ne peuvent ni faire, aujourd'hui, la révolution (comme elles n'ont pas pu la faire le 28 septembre) ni « se critiquer elles-mêmes ». La perspective qu'on ouvre devant elles est celle d'un énième front populaire, ou plutôt national, et l'avocat d'un tel front, c'est un parti soi-disant communiste qui n'éprouve même plus le besoin, comme le parti communiste espagnol en 1931, de masquer sa chute dans l'opportunisme en invoquant le « passage, par hypertrophie, de la révolution démocratique à la révolution socialiste » : révolution et dictature du prolétariat sont des mots qui ont disparu même de sa rhétorique et son vocabulaire des affaires ne connaît que légalité et démocratie. Dans l'ombre, au cas où les charmes de la « liberté », de l'« égalité » et de la « fraternité » ne suffiraient pas, il y a, en réserve — comme autrefois les officiers supérieurs et inférieurs du « Tercio » en Espagne — les officiers de haut rang des Forces armées : « par hypertrophie » le régime démocratique ne peut passer, en Occident, qu'au régime fasciste.

L'histoire elle-même, à laquelle Cunhal ne peut demander que les développements pacifiques d'une démocratie « renouée », ramènera sur le devant de la scène, au Portugal comme partout, le « fil rouge » de la révolution prolétarienne, de la

même façon que de l'ivresse et de la catastrophe de 1848 en France a surgi la déclaration de la « révolution en permanence », de la « dictature de classe du prolétariat, comme point de transition nécessaire pour arriver à la suppression des différences de classe en général, pour la suppression de tous les rapports de production sur lesquels elles reposent, à la suppression de toutes les relations sociales qui correspondent à ces rapports de production, au bouleversement de toutes les idées qui émanent de ces relations sociales » (6). Il est grand temps que se brise le cercle infernal d'une « fraternité » républicaine qui fait place, le moment venu, à la mitraille bonapartiste ou fasciste ! Il est grand temps que la conscience de l'antagonisme inconciliable entre les classes remplace l'illusion de la « sympathie universelle ». Mais cette conscience, et l'action qui lui correspond, sont inséparables de la présence du parti révolutionnaire marxiste.

C'est dans ce sens qu'il faut travailler. Sinon, encore une fois, la république tricolore se teindra d'« une seule couleur, la couleur des prolétaires assassinés, la couleur du sang ». Et un sang versé, généreusement, mais en vain.

(6) Marx, *Les luttes de classe en France*, chap. III.

## TITAN-CODER, SNIAS...

# Défendre l'entreprise ou défendre les travailleurs ?

Tandis que le patronat réuni à Lille proclame une fois de plus la nécessité, face à la crise menaçante, de se « mobiliser pour l'exportation » (ce qui, en clair, signifie se « mobiliser » pour réduire les coûts de production, c'est-à-dire pour une offensive en règle contre la classe ouvrière — avec réduction du personnel, compression des salaires et augmentation de la productivité pour les travailleurs actifs —), CGT et CFDT continuent de leur mieux à briser et à dévier les luttes en cours sur la voie de garage de la défense de l'économie nationale et de l'entreprise, présentée comme la condition du « maintien de l'emploi et du pouvoir d'achat ». Le torpillage par les syndicats des luttes récentes à Titan-Coder ou à la SNIAS, est une illustration frappante, parmi tant de luttes — comme celle du *France*, ou d'autres moins spectaculaires — de la manière dont l'orientation politique de l'opportunisme se traduit nécessairement par la trahison des intérêts même immédiats de la classe ouvrière.

★

**TITAN-CODER.** Le 31 juillet Titan-Coder dépose son bilan : 2.700 travailleurs sont menacés de licenciement. Pendant un mois et demi les syndicats font attendre les ouvriers en agitant le miroir aux alouettes de la « solution Renault » : l'entreprise est viable, elle a été mal gérée, il n'y a qu'à conquérir de nouveaux marchés, avant tout il faut une « solution française » pour que ses bénéfices restent « chez nous » et ne tombent pas entre les griffes du capital américain ou allemand, mieux encore il faut que ses bénéfices aillent à l'Etat. Jusqu'au 10 septembre, date à laquelle il apparaît que Renault ne prendra pas Titan-Coder en gérance (que diable ! on a beau être une entreprise « française » et « nationalisée », on ne peut pas engager ses capitaux à la légère !), il s'agit de ne pas effrayer la Régie. Les ouvriers sont invités à s'en remettre au zèle de

leurs représentants, qui multiplient contacts, rendez-vous, « réceptions cordiales » des élus de gauche qui promettent de téléphoner pour demander des audiences à des préfets, chefs de cabinet, ministres ... sans compter les lettres, télégrammes et pétitions. A la mi-septembre, las d'attendre en vain, les ouvriers en reviennent à leurs actions de fin juillet — blocage de trains et de routes — et commencent à occuper les usines. Mais ce qui aurait pu être une démonstration de force et de détermination est transformé en ... exposition itinérante de marchandises par les syndicats, qui organisent des processions de semi-remorques « pour permettre à nos concitoyens de juger de visu la qualité du matériel réalisé par les travailleurs des usines Titan-Coder ». Quant à l'occupation, elle est faite en ordre dispersé, sans la moindre tentative pour coordonner l'action des différentes usines de la firme (sans parler de l'élargir à des secteurs différents !), mis à part la parodie de « manifestation » en car à travers Paris, pour accompagner l'éternelle délégation à Matignon, qui une fois de plus sollicite la « solution nationale » Renault, et qui une fois de plus se heurte à un mur de silence. Quoi d'étonnant, quand on se donne pour but de défendre « la seule entreprise française de matériel roulant », avec son « capital humain (!) et technique », et non de défendre les travailleurs, non de les unir plus étroitement afin de renforcer leur résistance et leur solidarité de classe face au capital !

★

**SNIAS.** A la SNIAS — où 6.000 licenciements sont prévus, dont plus de 1.500 à Toulouse — l'opportunisme a tout simplement cassé la vigoureuse lutte des ouvriers contre les licenciements, déguisés en « mutations » forcées à Mari-gnac. Tandis que les ouvriers séquestrent le chef du personnel et le chef de la sécurité pour protes-

ter contre le renvoi de huit des leurs qui ont refusé de se plier au bon vouloir de la direction, que la CGC dépose une plainte contre les participants, et que FO et la CFDT dénoncent violemment cette action au nom de la « liberté du travail » violée, la CGT et la CFDT, elles, refusent d'organiser l'occupation en demandant à chacun de rentrer chez soi durant le week-end et en livrant ainsi les quelques ouvriers restés dans l'usine aux CRS qui interviennent pour « libérer » les séquestrés (au grand soulagement des bonzes, qui avaient bien l'intention de le faire, comme le laisse entendre *L'Humanité* du 28-9). Après ce travail réussi de démocratisation des ouvriers, la suite va de soi : appel à la reprise le 30-9 (avant même l'ouverture des négociations avec la direction), reprise entérinée par des assemblées particulièrement restreintes, manifestation d'enterrement le 1-10, où les syndicats et partis de gauche rivalisent pour noyer l'aspect prolétarien de la lutte sous les objectifs « nationaux » de « défense du Concorde » et de la technologie française. On comprend la satisfaction de *L'Humanité* du 1-10 qui, après avoir longuement donné la parole à des « militants » gaullistes qui se battent, comme le PCF, « pour l'indépendance nationale » et pour sauver le Concorde « héritage du général de Gaulle », conclut en se félicitant de ce qu'une chaîne se forme « de l'ouvrier de la SNIAS à l'ingénieur de la SNCF, du militant communiste à l'ancien député gaulliste ».

C'est justement cette chaîne de collaboration de classe, cette chaîne qui rive l'ouvrier à sa bourgeoisie au nom de la défense d'un prétendu patrimoine commun et que l'opportunisme ne fait que renforcer, que les prolétaires devront briser, dans la lutte pour la défense de leurs conditions de vie et de travail, en retrouvant le sens de leur solidarité et de leur autonomie de classe !

(2) Cf. *l'Unità* du 7-10-74.

(3) « Les mesures de fermeté prises contre certains groupes d'extrême-gauche, déclarait le général Gonçalves dans l'interview du *Monde* déjà citée, l'ont été afin de défendre le processus de décolonisation en cours et de consolider les conquêtes démocratiques devenues patrimoine du peuple portugais depuis le 25 avril. »

# L'opportunisme stalinien, pilier du militarisme bourgeois

Le début de cet article est paru dans le n° 181 du « Prolétaire ».

D'un point de vue théorique, l'escroquerie de l'opportunisme consiste à faire croire que la véritable raison d'être de l'armée bourgeoise — pourvu qu'elle soit « véritablement démocratique », selon la pirouette habituelle — serait la « défense nationale », même si l'on fait — tout provisoirement s'entend — abstraction du caractère essentiellement réactionnaire de cette « défense » pour les pays impérialistes, où elle ne peut signifier que brigandage et pillage.

Si telle était en effet l'essence de l'armée, pourquoi dans ces conditions un corps armé spécial — ce que l'armée demeure toujours, même lorsqu'elle est organisée sur la base de la conscription — alors que la masse de la population est sans armes ? Pourquoi alors la bourgeoisie, afin d'assurer la « défense nationale » dans les meilleures conditions, ne réalisait-elle pas l'armement du peuple en toute occasion ? Pourquoi la bourgeoisie victorieuse dans une révolution populaire a-t-elle comme premier souci précisément de désarmer le peuple ? Et pourquoi finalement l'opportunisme ne réclame-t-il pas pour tout citoyen, et en particulier pour les ouvriers qu'il prétend représenter, le droit de porter les armes ?

On ne peut évidemment pas demander à l'opportunisme de donner la réponse à ces questions.

## « détachement spécial d'hommes armés » et... population sans armes

Comment l'opportunisme qui a pour principe la collaboration, l'entente, la « paix sociale » entre les classes, prétend-il surmonter cette contradiction ? Bien sûr par une « réforme » qui, on s'en doute, doit être « démocratique », dont l'objectif serait « l'union réelle de la nation et de l'armée, pour l'inséparable défense de la France et de la paix » (*Changer de cap*, p. 240).

Pour cela le P.C.F. brandit d'abord le grand principe démocratique du « service militaire universel, obligatoire et égal pour tous » : « le type « armée de métier » sera exclu. L'adoption de ce principe implique le maintien, en fonction de nécessités techniques et stratégiques délimitées, d'une armée active permanente, formée essentiellement d'appelés du contingent et comportant la proportion nécessaire [!] de cadres professionnels et d'engagés volontaires à moyen terme » (*Changer de cap*, p. 234).

Il est certain que la bourgeoisie préférerait que sa force armée soit uniquement composée de mercenaires et de militaires professionnels peu enclins à nourrir des sentiments de solidarité pour les classes exploitées et à fraterniser avec elles quand il faudrait les combattre. Et aujourd'hui nous voyons le débat se réouvrir : armée de métier ou armée de conscription ? En réalité, les guerres nationales ont ouvert l'ère des guerres de masse. Que l'on se souvienne de la révolution française et de la levée en masse. Les guerres impérialistes n'ont fait qu'accentuer encore ce phénomène : l'impérialisme qui est « une lutte acharnée des grandes puissances pour le partage et le repartage du monde », doit, selon Lénine, non seulement « étendre inévitablement la militarisation à tous les pays, y compris les pays neutres et les petites nations », mais encore à « l'ensemble du peuple, même à la jeunesse » et demain la bourgeoisie « entreprendra peut-être de militariser les femmes » (*Le programme militaire de la révolution prolétarienne*, Œuvres, t. 23, pp. 89-90).

Le débat entre armée de métier et armée de conscription traduit bien la conscience qu'a la bourgeoisie de la contradiction grandissante sur laquelle repose le pilier de sa domination de classe : une armée

Ecoutez plutôt Lénine après Engels : l'« organisation armée autonome de la population » est impossible, non pas, comme le prétendent sur un ton savant les experts et leurs laquais, à cause de la complexité des tâches, ou du caractère de plus en plus sophistiqué de l'armement moderne, mais « parce que la société civilisée est scindée en classes hostiles et, qui plus est, irrémédiablement hostiles, dont l'armement « autonome » entraînerait une lutte armée entre elles » (*L'Etat et la Révolution*, Œuvres, t. 25, p. 422).

Quelle est donc la nature profonde de l'armée ? « L'armée permanente et la police sont les principaux instruments de la force du pouvoir d'Etat » (p. 420). En quoi consiste cette force ? « en des détachements spéciaux d'hommes armés, disposant de prisons, etc. » répond Lénine en utilisant l'analyse magistrale d'Engels dans *L'Origine de la famille...*, et il poursuit : « Nous avons le droit de parler de détachements spéciaux d'hommes armés, parce que la force publique propre à tout Etat « ne coïncide plus directement » avec la population armée, avec l'« organisation armée autonome de la population » [etc...] (p. 421). Telle est donc la véritable raison d'être de l'armée bourgeoise, comme de toute armée « séparée de la population ». Ceci signifie que le prolétariat, pour s'émanciper, doit briser par la force cet instrument de domination de la classe adverse.

petrie dans le moule antiprolétarien mais composée essentiellement de prolétaires. Mais elle ne saurait contrecarrer sérieusement la tendance à la militarisation croissante. Elle peut bien se permettre de supprimer la conscription en temps de « paix », elle est bien poussée à multiplier les corps spéciaux de professionnels, mais elle ne peut se passer d'entraîner les masses travailleuses : ceci est déjà vrai dans les guerres coloniales, et à plus forte raison dans les guerres mondiales, et ce en dépit des fables aux prétentions « scientifiques » sur la « technification croissante », ou « l'armée de spécialistes », etc...

Ainsi l'opportunisme, en défendant « avec la dernière énergie » le principe du « suffrage universel et obligatoire pour tous », peut-il prendre des poses radicales à bon compte (mais un Debré s'y exerce lui aussi de longue date !) : la bourgeoisie est condamnée à l'application de ce principe, qui n'est certes pas de taille à changer la nature de l'armée. Lénine expliquait très justement que « De nos jours [c'est-à-dire à l'époque impérialiste], non seulement l'armée permanente, mais même la milice — même dans les républiques bourgeoises les plus démocratiques, comme la Suisse — constituent l'armement de la bourgeoisie contre le prolétariat. C'est une vérité tellement élémentaire qu'il n'est guère besoin de s'y arrêter spécialement » (*A propos du mot d'ordre du « désarmement »*, Œuvres, t. 23, p. 106).

Comment la bourgeoisie surmonte-t-elle donc en sa faveur cette contradiction d'une armée d'exploités destinée à maintenir l'exploitation ?

Cette « vérité » tellement élémentaire », Lénine l'énonçait il y a presque soixante ans. En ce temps-là déjà, la milice (que le PCF doit juger bien dangereuse aujourd'hui pour ne pas l'exiger — et pourtant elle est le summum de la démocratie) était en Suisse, selon Lénine, « complètement prussianisée ».

Que dire aujourd'hui non seulement de cette milice, mais surtout de l'armée permanente, après l'expérience de deux guerres mondiales, d'une vague de guerre civile qui a déchiré l'Europe pendant plus de cinq ans, après d'innombrables

guerres coloniales, où se sont rodés les mécanismes de cette machine de guerre, endurcis les réflexes profondément chauvins et esclavagistes de son ossature, trempés sa hiérarchie et sa discipline contre-révolutionnaires, où a été porté à son paroxysme son principe fondamental : le terrorisme disciplinaire.

C'est par ce terrorisme, qui est le résultat empirique d'une longue expérience historique, que la bourgeoisie cherche à surmonter en sa faveur la contradiction d'une armée d'exploités destinée à maintenir l'exploitation. Et on ne peut sérieusement envisager d'autre méthode pour faire marcher dans le même sens et quand il le faut des éléments sociaux disparates, contradictoires et même ennemis qui constituent l'armée bourgeoise. A ce sujet, Trotsky écrivait :

« Les soldats révolutionnaires, sympathisants, hésitants, hostiles [à la différence des ouvriers dans une lutte où s'opère la sélection révolutionnaire] restent liés par une discipline rigide dont les commandes se rejoignent, jusqu'au dernier moment, dans le poing de l'officier » (*Histoire de la révolution russe*, t. 1, p. 163).

Est-ce à dire que la bourgeoisie garde toujours le contrôle de son armée ? Pas du tout, car aucune « crise nationale profonde ne peut manquer d'atteindre, à quelque degré, l'armée ; en sorte que, dans les conditions d'une révolution véritablement populaire, la possibilité s'ouvre — bien entendu sans garantie — d'une victoire du mouvement ». Mais le « principe de l'obéissance » est tel que « le passage de l'armée du côté des insurgés ne se fait pas tout seul et n'est pas le résultat de la seule agitation » (op. cit. p. 163). En effet, il faut surtout que le prolétariat en lutte fasse preuve d'une force supérieure, dans le choc avec l'armée, à celle qu'assure la terreur disciplinaire :

« Les soldats, dans leur masse, sont d'autant plus capables de détourner leurs baïonnettes, ou bien de passer au peuple avec leurs armes, qu'ils voient mieux que les insurgés sont véritablement en insurrection, que ce n'est pas une manifestation après laquelle le trouper devra rentrer encore une fois et rendre des comptes ; qu'il y a lutte à mort ; que le peuple peut vaincre si l'on se joint à lui, et qu'ainsi non seulement l'on peut s'assurer l'impunité, mais des allègements dans l'existence. En d'autres termes, les insurgés ne peuvent provoquer un revirement dans l'état d'esprit du soldat qu'à condition d'être eux-mêmes prêts à arracher la victoire à quelque prix que ce soit, par conséquent aussi au prix du sang. Or, cette détermination supérieure ne peut et ne veut jamais se passer d'armes. » (op. cit. p. 164).

Ce « revirement » est un problème pratique crucial pour la révolution, et seul un parti trempé par l'expérience révolutionnaire et qui a appris « l'art de l'insurrection » peut l'affronter avec des chances de succès.

Pour les couches sociales dont l'opportunisme est l'expression politique — l'aristocratie ouvrière et les couches intermédiaires — la discipline rigide avec ses inévitables côtés caporaulesques et son despotisme stupide, le terrorisme militaire, sont de véritables sujets d'effroi. Elles sont bien disposées à réfréner leur individualisme foncier et à accepter une discipline (défense nationale oblige !), mais elles révent d'une discipline qui ne repose pas sur l'arbitraire, d'une discipline « acceptée par tous », c'est-à-dire en réalité acceptable par elles, qui s'imaginent avoir des intérêts correspondant au commun dénominateur de ceux de toutes les classes.

C'est la formulation politique de ce rêve que donne l'opportunisme avec son projet de réforme démocratique de l'armée. Un des piliers de cette réforme est pour le PCF

dans l'obtention de deux statuts pour les « personnels » de l'armée : le « statut démocratique du soldat » et le « statut des cadres ».

Si l'on considère le « statut du soldat », il y a deux sortes de revendications : les unes concernent des « droits politiques élémentaires » (lecture, association, etc.), les autres, des revendications économiques et la réduction du service militaire. Les communistes révolutionnaires sont bien les derniers à mépriser le sort des prolétaires appelés sous les drapeaux. Bien au contraire, ils considèrent que leur lutte de résistance est absolument indispensable. Mais ils ne s'imaginent pas que, par exemple, l'obtention d'un droit quelconque, aussi « démocratique » fût-il, pourrait battre en brèche le despotisme de la hiérarchie militaire. Ils ne font pas non plus des objectifs qu'ils proposent un but en soi, mais des moyens pour souder les rangs des prolétaires civils ou soldats qui ne pourraient s'émanciper, abattre le capital, sans dès aujourd'hui se défendre et apprendre la solidarité contre lui.

L'opportunisme, lui, avance des revendications propres à réaliser, dans son esprit, « l'unité des personnels militaires », c'est-à-dire des objectifs propres à renforcer l'instrument de force de l'Etat. C'est ainsi qu'il demande la revalorisation des traitements et des soldes, mais pour tous : du soldat au général. Que dans les faits le PCF trouve un intérêt plus grand à « revaloriser » les traitements des officiers et des sous-officiers ressort à l'évidence du fait que, s'il demande le transport gratuit pour les militaires ou la réduction progressive du service à six mois (du moment que ce n'est pas préjudiciable à la « défense », bien entendu), il refuse comme démagogique la revendication de la solde égale au Smic, pour avancer celle, insignifiante, de la solde égale à 20 % du Smic (notons qu'il y a un mois et demi il réclamait 15 % et il y a quatre mois 150 F, soit autour de 10 % !). Et

il faudrait que le contingent, en luttant, n'oublie pas les revendications de l'encadrement, ne « s'isole » pas... !

Quant aux revendications contenues dans le statut des cadres (qui ne fait aucune distinction entre officiers et sous-officiers, éléments prolétaires ou mercenaires), il s'agit par exemple de la participation aux instances militaires telles que le Conseil Supérieur de la Fonction Militaire, qui s'occupe de l'avancement, des carrières des militaires (il faut que le sous-officier puisse devenir général, que diable !) mais aussi de l'amélioration de la carrière des soldats pour assurer aux cadres la « dignité sur les plans matériel et moral » !

Que devient donc le « consensus démocratique » opposé à « l'arbitraire disciplinaire » ? Eh bien, dans la mesure où les rapports entre les classes le permettent, et où l'opportunisme parvient à jouer efficacement son rôle qui consiste à émusser la réaction des prolétaires par l'obtention de quelques miettes (comme celles quémendées pour calmer un peu le contingent) en la privant de toute force, la discipline militaire peut bien se parer des fleurs de la rhétorique démocratique-participationniste et des habits du libéralisme dans la vie quotidienne de la caserne. Mais au moment de l'intervention militaire, surtout si les antagonismes de classe se dessinent, et si l'influence de l'opportunisme décline, ces parures devenues inutiles seront jetées, et devra apparaître de nouveau dans toute sa raideur hiérarchique le terrorisme disciplinaire sans phrases. Les larbins s'agenouilleront alors au nom de « l'unité de l'armée », ou de la « nécessité de la défense », et ravaleront leurs prétentions démocratiques qui se révéleront pour ce qu'elles sont : des simagrées. Une chose cependant serait acquise, si on écoutait l'opportunisme (mais pour mener cette politique, la bourgeoisie n'a pas besoin de lui) :

(suite page 4)

## MIGUEL ENRIQUEZ

Miguel Enriquez est tombé les armes à la main contre la réaction chilienne et impérialiste. Sa mort est celle d'un militant convaincu de la nécessité de la lutte armée à laquelle l'action politique de son parti, le MIR, avait essayé, bien qu'à sa façon, de préparer les masses chiliennes.

Le « coup d'Etat gorille », la terreur blanche déchaînée sur les travailleurs, la répression contre les mouvements politiques de la gauche parlementaire, même pacifistes, ne font que réaffirmer, si besoin était, que toute révolution, que la victoire sur l'impérialisme et les classes dominantes — la dite « oligarchie » dans le cas chilien, mélange du grand capital financier et commercial et des grands propriétaires fonciers — exige l'insurrection armée, la destruction de leur pouvoir de classe, la terreur rouge des classes exploitées, en dehors desquelles il n'y a que de l'impuissance — lorsqu'il ne s'agit pas d'abdication et de trahison, toutes deux incarnées dans l'UP, synthèse politique de réformisme et de crétinisme, de pacifisme et de couraïse, de compromission avec l'ennemi et de désarmement des masses.

Le Chili montre encore une fois que le réformisme est incompatible avec la révolution — même démocratique —, et que la victoire de la révolution populaire a comme condition nécessaire la démarcation nette, la rupture politique préalable d'avec le légalisme réformiste, de tout mouvement qui prétend conduire la révolution à la victoire.

Avec des racines dans les masses prolétariées et plébiennes, le MIR a joué le rôle d'aile extrémiste du réformisme, en donnant son appui critique à l'UP. Ses militants, entraînés par un extrémisme ambigu, furent des victimes toutes désignées de la terreur blanche, surtout lorsque la démocratie parlementaire chilienne montra bien sa nature de bastion de la défense des intérêts des classes dominantes, comme l'affirmait — avec ses hésitations et ses oscillations caractéristiques — le MIR.

Après septembre 1973, le MIR fit encore un pas en arrière et tomba dans le piège d'un front politique commun non seulement avec le PCC et le PSC (front qu'il avait refusé auparavant) mais encore avec « l'aile gauche » de la DC, taisant ainsi les leçons tirées par le PC et le MAPU-OC, selon lesquelles les causes de la catastrophe chilienne auraient été dans l'extrémisme du MIR, et apportant ainsi son prestige au sein des masses exploitées à une alliance de classes bourgeoises et petites-bourgeoises : ce fut le sens de « l'hommage » rendu le jeudi 10 octobre à Paris par les partis de la « résistance chilienne » à Miguel Enriquez.

Les victimes de la réaction blanche, et Miguel Enriquez avec eux, ne seront vengés que par la défaite de la domination politique de l'oligarchie et de l'impérialisme au Chili, qui ne pourra être atteinte que lorsque la terreur révolutionnaire s'exercera même sur les courants bourgeois et petits-bourgeois chez qui le MIR cherche des alliés, et doit être préparée dès aujourd'hui par l'indépendance doctrinale, politique et organisationnelle vis-à-vis d'eux.

## ITALIE

(suite de la page 1)

Mais jusqu'à quand le prolétariat acceptera-t-il de se plier sans mot dire aux exigences du capital ? En juillet, durant les grèves régionales, les ouvriers donnaient déjà des signes de mécontentement envers la politique syndicale officielle, sifflant les discours des dirigeants syndicaux et réclamant la grève générale. Cela pourrait être le prélude de manifestations de mécontentement bien plus dangereuses. Et c'est précisément ce qui inquiète l'opportunisme. Il continue à faire tout son possible pour diviser au maximum les luttes ouvrières et les noyer dans les « plus larges alliances » avec les classes moyennes. Mais d'autre part, il a besoin de crédibilité et de quelques résultats concrets pour continuer à contrôler le prolétariat. Or face à la crise qui avance, qu'a-t-il à lui offrir ? Rien, alors que les ouvriers commencent à manquer de tout.

L'actuel conflit Fiat reflète bien ce dilemme. Tout en négociant avec Agnelli (le patron progressiste expert du dialogue avec la gauche !) sur le dos des ouvriers, en acceptant d'abord une réduction d'horaire de 21 puis de 24 jours jusqu'au mois de mars, ce qui se traduisait évidemment pour les ouvriers touchés par une perte de salaire substantielle, les syndicats ont bien dû accepter d'en passer par la grève : il y aura bien une grève générale le 17 octobre, mais bien sûr conçue et préparée de telle manière qu'elle serve d'exutoire au mécontentement plus que d'une véritable arme de lutte. Et en attendant cette grève tardive, les ouvriers de Fiat n'ont eu

« droit » qu'à un débrayage de 4 heures limité à l'entreprise, et à des « grèves » de solidarité limitées à Turin et qui, dans le cas des cheminots et des tramotins, ont été de 30, voire de 15 minutes !

C'est ainsi que l'opportunisme s'évertue à remplir le rôle que lui a confié la bourgeoisie, en s'efforçant de canaliser l'indignation du prolétariat dans des « actions » de protestation au compte-gouttes qui ne peuvent qu'épuiser son énergie face au patronat. Et la bourgeoisie sait bien que dans les périodes de crise, la collaboration de ses agents opportunistes dans les rangs ouvriers est plus nécessaire que jamais. Comme le confiait le ministre démocrate-chrétien De Mita, au *Corriere della Sera* du 29-9 : « Tous veulent le dialogue avec les syndicats : comment pourrait-on en exclure le PCI ? (...). Aujourd'hui, dans une économie qui veut rester industrialisée, il s'agit de récupérer la composante ouvrière ». Et ceci veut dire inviter l'opportunisme à une collaboration toujours plus étroite, non plus seulement au niveau syndical, mais au niveau gouvernemental ou para-gouvernemental.

\*\*

A cet égard, les tendances de fond de la classe dominante apparaissent bien plus clairement dans la presse directement liée à la grande industrie ou dans les déclarations des magnats du capital que dans les polémiques entre poli-

ticiens. Fanfani, secrétaire de la D.C., peut bien rappeler à l'ordre De Mita, La Malfa peut faire son signe de croix quand il pense à un Berlinguer ministre, le *Corriere della Sera*, organe typique des milieux d'affaires, sait très bien que « sans une entente avec les représentants des travailleurs, les possibilités de contrôler la situation sont pratiquement nulles » (4-9), et que si on veut demander à la classe ouvrière — et il faut le demander — de « collaborer avec le gouvernement et le patronat pour faire face aux problèmes complexes posés par la stagnation », on ne peut que s'appuyer sur une « gauche » (au sens parlementaire, évidemment : c'est-à-dire avant tout sur le PCI) qui « s'efforce de perfectionner le système, de le modifier même en profondeur [la « profondité » pour la bourgeoisie correspond à 1 cm en-dessous de la surface], de le rendre sensible aux revendications des couches les moins favorisées, non de le renverser dans un abîme d'inconnues irrationnelles et irréalistes » (3-9). Quant à Umberto Agnelli, il déclarait le 13 septembre à l'*Espresso* : « Quand c'est le travail de centaines de milliers de travailleurs qui est en jeu, rien de sérieux ne peut être fait sans l'accord du parti communiste. »

La bourgeoisie italienne n'oublie pas que « quand ils étaient ministres », les « communistes » lui ont permis de traverser en douceur la

période délicate du passage de la guerre à la paix, et du fascisme à la démocratie. Ainsi, tandis que le PC italien confirme chaque jour qu'il est « disponible » pour le « compromis historique » ou, selon la dernière version de Berlinguer, pour le « tournant démocratique » ou encore, selon la toute dernière variante d'Amendola, pour la « rencontre entre démocratie chrétienne, parti socialiste et parti communiste », la bourgeoisie la plus « éclairée » ne fait pas mystère d'être tout aussi « disponible » : experte en affaires, elle marchande un échange de services dont elle connaît tous les avantages et qu'elle se préoccupe seulement de conclure au meilleur prix. Il est sûr que pour elle, la perspective d'appeler le parti qui contrôle la majorité de la classe ouvrière à participer aux responsabilités de gouvernement peut encore soulever des problèmes de délais : ce n'est pas une question de principe.

C'est d'autant moins une question de principe que — comme le confiait Giorgio Amendola à la *Stampa* du 11-9 — « nous [PC italien] ne voulons pas aboutir au collectivisme, comme le dit Fanfani, mais faire les réformes » et que « plus que des programmes — on sait ce que valent les programmes — nous réclamons une nouvelle manière de gouverner » : deux choses qui conviennent au *Corriere* comme elles conviennent à Agnelli, et il y aura toujours un Barca pour

assaisonner de sagesse économique la soupe politique de l'opportunisme : il y aura toujours un Lama — le Séguy italien — pour démontrer que les « poussées salariales » sont scandaleusement « corporatistes » et qu'on pourra parler de grèves, en gens responsables, seulement après la énième rencontre — constructive, certes, puisqu'on y parlera surtout d'investissements — avec le gouvernement et le patronat ; et il y aura toujours un Berlinguer pour avertir la bourgeoisie que si le tournant historique n'est « ni simple ni facile » à prendre, il faut, en attendant qu'il mûrisse, promouvoir « des rencontres réalisant la convergence et la solidarité la plus large possible », tout en jurant ses grands dieux aux ouvriers qui font la grimace devant cette perspective, que le PCI est « sans doute et de plus en plus un parti de masse, mais aussi et plus que jamais un parti de la classe ouvrière ; sans doute et de plus en plus un parti national et démocratique mais aussi et plus que jamais un parti révolutionnaire (...); enfin un parti constructif, sage et même prudent, mais aussi et plus que jamais un parti de lutte ».

\*\*

En Italie comme ailleurs, au front uni des capitalistes et de leurs laquais opportunistes, qui ne peut prélever qu'une exploitation toujours plus féroce, les travailleurs doivent répondre en refusant de subordonner la défense de leurs conditions de vie et de travail aux exigences de conservation de l'« économie nationale » et des institutions politiques qui en sont le rempart.

## Un tract diffusé par nos camarades

en vue de la grève du 17 octobre en Italie

Prolétaires, camarades,

La crise de la Fiat qui a provoqué des réductions d'horaires importantes et l'entrée en jeu de la caisse de compensation pour près de 200.000 ouvriers, qui viennent s'ajouter à ceux déjà frappés dans d'autres industries, n'est qu'un aspect de la crise générale dans laquelle le capitalisme de tous les pays est en train de précipiter, une fois de plus, la classe ouvrière.

La cause des ouvriers de la Fiat est donc celle de tous les ouvriers indistinctement, qu'ils soient ou non frappés directement par l'offensive de jour en jour plus pressante contre leurs conditions de vie et de travail.

La conscience de cette identité fondamentale d'intérêts dans la défense du pain et du travail montre la voie d'une riposte qui ne peut pas se borner à une grève de quatre heures limitée à la métallurgie et laissant fonctionner normalement le reste de l'appareil productif, mais qui à la force organisée de la classe dominante doit opposer la force organisée de la classe qu'elle exploite et opprime :

**grève nationale générale sans limitations**

Au centre d'une telle action de force, qui tend à unir en un seul front de bataille tous les travailleurs et que les syndicats, enfermés dans une vision réformiste et conciliatrice des conflits sociaux, craignent de lancer, ne doivent pas figurer de fumées réformes de structure ou d'utopiques « modèles nouveaux de développement », mais les revendications qui représentent le plus petit commun dénominateur des exigences immédiates de tout prolétaire dans la situation actuelle et le sombre avenir qu'elle annonce :

- Forte augmentation de salaire, plus importante pour les catégories les plus mal rétribuées,
- Semaine de travail de 35 heures à salaire égal,
- Salaire à 100 pour 100 payé par la Caisse de Compensation, en cas de réduction d'horaire,
- Existence assurée pour les ouvriers licenciés et leurs familles par des indemnités proportionnelles au coût de la vie et aux charges familiales.

Lançons et défendons ces mots d'ordre dans les syndicats et hors des syndicats, dans les assemblées d'usine et dans les manifestations !

Imposons-les aux organisations syndicales, constituées pour la défense de nos intérêts — mais portées par leur optique réformiste à les subordonner aux prétendus intérêts supérieurs de l'économie nationale — avec le poids et la pression que nous pouvons exercer en tant que classe productrice de toute richesse !

Ouvriers encore épargnés par la crise, ouvriers déjà frappés par ses premières manifestations, montrons que nous avons les mêmes intérêts à défendre et la même manière de les défendre !

C'est cette première grande bataille qui décidera du sort des inévitables batailles futures !

**Au front unique de la bourgeoisie et de l'opportunisme il est urgent d'opposer le front uni du prolétariat !**

**Les groupes syndicaux et d'usine du Parti Communiste International.**

## militarisme bourgeois

(suite de la page 3)

c'est que les améliorations de la solde n'auraient pas seulement remonté la carrière des cadres, mais aussi le moral des mercenaires contre-révolutionnaires.

Mais pour réaliser l'utopie réactionnaire et contre-révolutionnaire de « l'union réelle de la nation et de l'armée, pour l'inséparable défense de la France et de la paix », le PCF ne propose pas seulement de remonter le moral des cadres militaires et de donner quelques miettes aux soldats. Il ne se contente pas d'agir pour tenter de lubrifier les mécanismes de la machine militaire bourgeoise. Il a une proposition d'une autre importance : selon lui, « l'armée sera exempte des missions de maintien de l'ordre public, objet propre des forces de police complètement séparées de l'armée... elle aura pour seule mission [la rengaine recommence !] d'assurer, en liaison avec la population, la défense du territoire national » (*Changer de cap*, p. 234).

En dépit de ses protestations aussi véhémentes qu'hypocrites lorsque la bourgeoisie parle ouvertement d'« ennemi intérieur », le PCF sait bien que, selon le mot de Galley, « l'armée est le dernier rempart de la société libérale », mais qu'en même temps, elle est condamnée à enrôler des masses de prolétaires. Il sait qu'existe objectivement et historiquement un risque — que les communistes révolutionnaires ont la volonté militante de transformer en une réalité — que les soldats et les ouvriers fraternisent, non seulement dans les grèves et les manifestations pacifiques, mais surtout dans l'insurrection et la guerre civile. C'est donc le rêve de tous les bourgeois, on l'a vu, de passer de l'armée de conscription à l'armée de métier, à l'armée de mercenaires, de « contre-révolutionnaires professionnels ». Sans doute est-ce une tendance normale que la bourgeoisie tente de réaliser en multipliant les corps spéciaux, en constituant dans les périodes socialement troublées des corps de mercenaires légaux (corps de sous-officiers ou d'officiers), ou illégaux (milices privées, escadrons fascistes, sections d'assaut...); et dans les périodes de guerre civile, surtout après une guerre, les cadres démobilisés ou ceux qui restent des régiments minés par l'action révolutionnaire ou passés à la révolution, sont un mi-

lieu propice à de telles formations. Mais le problème pour la bourgeoisie, c'est que malgré tout, elle ne peut pas en général se passer de la troupe, du contingent, des éléments non-professionnels, ni dans la guerre contre les peuples coloniaux (et à plus forte raison contre d'autres impérialistes, comme nous l'avons vu), ni dans la guerre entre les classes. Citons à ce propos le général d'armée Beauvallet qui rappelle les tâches de l'armée autres que celle de la « défense » :

« Il y a d'abord les désordres internes. Certes, il existe des formations spécialisées dans le maintien de l'ordre, mais celles-ci sont insuffisamment nombreuses, il faut bien envisager la participation des Forces Armées autres que la Gendarmerie [Les CRS ne font pas partie de l'armée mais de la police] à cette mission. Notons d'ailleurs que cela se fait dans tous les pays du monde et que les reproches que certains font à notre Armée d'être une « force de répression ne sont pas sérieux » (*Forces Armées Françaises*, janvier-février 1974).

L'idée que l'armée pourrait être exempte des tâches de répression, n'est pas seulement une phrase doucereuse à l'adresse des prolétaires. Elle est un songe creux, une véritable utopie, si elle est considérée en général. Et pourtant, dans l'utopie du PCF, il y a une part de vérité. En effet, tant que les mensonges opportunistes endorment les masses ouvrières, l'armée

peut bien rester dans les casernes. Ce n'est pas son utilisation qui fait courber la tête aux opprimés. C'est le simple fait de son existence, et donc la possibilité de son utilisation. Il en est ainsi dans les situations de paix sociale où la force de la bourgeoisie reste force potentielle. Mais cette force n'en est pas moins à l'affût, prête à se déchaîner sur sa proie, à devenir force cynétique, violence ouverte. Là encore, tant que les grandes masses exploitées sont sous l'influence des chefs opportunistes, les forces spéciales de répression, les « forces de police complètement séparées de l'armée » suffisent bien à affronter les tâches de « maintien de l'ordre public ». Le danger grave pour la conservation bourgeoise existe quand l'opportunisme perd de l'influence sur la classe ouvrière et quand l'expérience politique pousse cette dernière sous le drapeau du communisme révolutionnaire, et on n'a jamais vu dans ces conditions la bourgeoisie renoncer à utiliser sa force décisive, l'armée.

Ainsi apparaît avec netteté le fait que l'opportunisme se fait le défenseur du militarisme et de l'Etat bourgeois.

Sur le drapeau de la révolution, les communistes ont écrit :

**A BAS L'ETAT CAPITALISTE, A BAS LE MILITARISME BOURGEOIS ET SES LARBINS ! VIVE LA FUTURE ARMÉE ROUGE DE LA DICTATURE PROLETAIRIENNE !**

**PRESSE INTERNATIONALE**  
E' uscito il Nr 18 (30 settembre 1974) del nostro quindicinale in lingua italiana

**IL PROGRAMMA COMUNISTA**

di cui diamo il sommario :  
— Mentre la crisi incalza, i sindacati fanno marcia indietro  
— Chi ha orecchie per intendere intenda  
— I profeti del nullismo... rivoluzionario  
— Un nuovo spauracchio : la disobbedienza civile  
— Sguardi ad Est  
— Nuova iniziativa xenofoba in Svizzera  
— Etiopia : l'« emancipazione » controllata dai militari di fronte ai primi intoppi  
— Minoranze scomode e no

**PERMANENCES DU PARTI**

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton (12<sup>e</sup>) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h.

● A Marseille : le samedi, de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4<sup>e</sup> étage).

● A Lille : le dimanche de 10 à 12 h, 82, rue du Marché (quartier Wazemmes) - Rez-de-chaussée dans le hall d'entrée.

directeur - gérant  
**F. GAMBINI**

Imprimerie « E.P. »  
232, r. de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>  
distribué par les NMPP